



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

ressources

Question au Gouvernement n° 3760

Texte de la question

SOUTIEN À LA RURALITÉ

M. le président. La parole est à M. Julien Dive, pour le groupe Les Républicains. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Julien Dive. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Les résultats des scrutins des dernières années sont édifiants : par colère et désespoir, le monde rural vote massivement pour les extrêmes. Les électeurs se détournent davantage des urnes. Je ne veux pas rester les bras croisés, je ne peux pas regarder mon pays se précipiter dans une voie sans issue.

Comment supporter de voir fermer les trésoreries et les écoles sans rien dire ? *(Exclamations et huées sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)* Comment ne pas s'indigner du manque d'équité dans le traitement de nos territoires ? *(Mêmes mouvements. Le brouhaha couvre la voix de l'orateur.)*

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Julien Dive. Où en sommes-nous s'agissant de l'aide de l'État pour trouver des médecins en milieu rural ? Où en est l'installation de la fibre optique ? Faut-il que ce soit le contribuable qui la paie à travers les impôts communaux ? *(Plusieurs députés du groupe socialiste, républicain et citoyen apostrophent l'orateur. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)* Où sont passés les 500 millions d'euros annoncés en mars 2015 lors des assises de la ruralité dans l'Aisne ?

La perte de compétence générale du conseil départemental annonce la mort du bloc communal. Les commerces de proximité tout comme les agriculteurs sont étouffés par les contrôles ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)*

Les habitants de la deuxième circonscription de l'Aisne, les quatre-vingt-dix-huit communes que je représente ici, comme d'autres ailleurs, mes chers collègues, attendent des actes forts. Ils ont vu passer ces vingt dernières années des plans banlieues, des contrats de politique de la ville, et attendent eux aussi qu'on prenne en considération leurs difficultés. À quand un plan majeur de soutien à la ruralité ?

Républicain, attaché aux valeurs de la France, je veux pouvoir proposer à ma circonscription des actions concrètes et un déploiement des fonds publics qui n'attendra pas de schéma, de diagnostic ou autre audit laborieux dont il ne sort généralement pas grand-chose.

Je vous demande, monsieur le Premier ministre, de mettre en œuvre sans délai pour les habitants de nos

communes rurales les aides concrètes de l'État ainsi qu'elles ont été promises et d'engager un véritable plan d'urgence et de soutien à la ruralité. Les habitants et les maires ne peuvent plus attendre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains. – Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales.

M. Jean-Michel Baylet, ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales. Tous mes compliments pour votre brillante élection, monsieur le député. Cela dit, je n'ai pas l'impression que vous ayez bien observé votre territoire et, surtout, la politique que mène le Gouvernement pour la ruralité. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Sylvain Berrios. Il a été élu, lui !

M. le président. S'il vous plaît !

M. Jean-Michel Baylet, ministre. Il la mène d'abord pour ses habitants, par exemple lorsque Stéphane Le Foll défend avec courage les agriculteurs à Bruxelles et que le Premier ministre prend différentes mesures pour abaisser les charges. (*Mêmes mouvements.*)

Ensuite, nous avons déjà tenu deux comités interministériels aux ruralités et 67 mesures ont été prises. (*Brouhaha persistant sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Un fonds de 1 milliard au bénéfice de la ruralité a été voté dans le cadre du projet de loi de finances, réparti en 500 millions d'euros pour l'investissement, 300 millions pour les centres-bourgs et 200 millions de DETR – dotation d'équipement des territoires ruraux – supplémentaire.

Un député du groupe Les Républicains. Alors tout va bien !

M. Jean-Michel Baylet, ministre. Voilà des mesures concrètes dont j'ai pu mesurer l'effet, pas plus tard que la semaine dernière, lors de mon déplacement dans la Nièvre.

Au-delà, nous avons engagé une politique qui porte ses fruits. L'objectif de création de 1 000 maisons de services au public sera atteint d'ici à la fin de l'année. De même, sur 1 000 maisons de santé prévues, 750 sont déjà ouvertes et nous atteindrons l'objectif à la fin de l'année.

En matière d'équipement pour réduire la fracture numérique, nous avons réuni avec Emmanuel Macron les opérateurs. Là aussi, nous allons dans le bon sens. Il en va de même pour la téléphonie mobile.

Vous le voyez, monsieur le député, le Gouvernement n'oublie pas la ruralité. C'est bel et bien, pour nous, une priorité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, ainsi que sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Julien Dive](#)

Circonscription : Aisne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3760

Rubrique : Collectivités territoriales

Ministère interrogé : Aménagement du territoire, ruralité et collectivités territoriales

Ministère attributaire : Aménagement du territoire, ruralité et collectivités territoriales

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 mars 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [23 mars 2016](#)